

Les entreprises de Loire-Atlantique prennent la parole !



en partenariat avec :



10 propositions prioritaires

ÉDITO

Mesdames, Messieurs,

Vous avez décidé d'être candidat sur une des 10 circonscriptions de Loire-Atlantique lors des élections législatives de juin 2017. Si vous êtes élu-e-s député-e, les décisions que vous serez amené(e) à prendre au Parlement auront un impact important sur les conditions du développement économique au sein des différents territoires de notre département.

C'est pourquoi, la CCI Nantes-St-Nazaire en partenariat avec la CPME 44 et le MEDEF44 a identifié un certain nombre de propositions qui convergent vers un seul objectif : favoriser le développement économique et donc la création d'emplois dans nos territoires.

Si ces propositions ne résument pas l'ensemble des initiatives à prendre dans le champ de l'entreprise, celles qui figurent dans ce document ont été élaborées et sélectionnées par plus de 800 dirigeants d'entreprises, représentatifs de la diversité du tissu économique de la Loire-Atlantique. Cela leur confère un caractère concret pragmatique et opérationnel. Pour preuve, ces chefs d'entreprises sont prêts à témoigner de l'intérêt et de l'importance de chacune d'entre elles pour le développement économique et le développement de l'emploi.

A travers cette démarche, nous avons pour ambition de contribuer positivement à la réussite de notre pays pour qu'il puisse relever les nombreux défis qui l'attendent, au premier rang desquels figure le chômage de masse.

Nous sommes à votre disposition et à votre écoute pour vous rencontrer et pour expliciter ces propositions

Yann Trichard, Président CCI Nantes St-Nazaire	Jean-Luc Cadio Président CPME 44	Patrick Cheppe Président MEDEF44
---	---	---

1 Réduire les charges sociales pesant sur les salariés pour favoriser le pouvoir d'achat.

« Cette mesure donnerait à tous un gage pour que le changement réussisse, elle donnerait confiance à la population qui deviendrait le moteur d'une France qui gagne » • Jacques DAVID - Ateliers David - Guérande

2 Favoriser l'entrepreneuriat en alignant le régime chômage pour les travailleurs non-salariés, les salariés et les mandataires sociaux.

« Afin d'éviter le clivage entrepreneurs / salariés, donner envie et sécuriser l'acte d'entreprendre. »

3 Transformer le CICE en réduction permanente de charges en tenant compte des incidences sur l'impôt sur les sociétés.

« C'est important pour que cela entre dans les comptes de l'année et permette le recrutement et ne soit pas une opportunité de bilan. »

4 Supprimer le contrat pro au profit du contrat d'apprentissage. Simplifier le dispositif : Un seul contrat, une seule règle et sans limite d'âge pour y accéder.

« C'est un coup de pouce que les entreprises réclament pour créer des emplois. Elles ont des postes à pourvoir, elles ne trouvent pas de candidats, l'une des solutions consiste à former des candidats à leur métier au sein de l'entreprise. » • François AUGER - Cairn - Treillières

5 Simplifier la réforme de la pénibilité pour la rendre applicable pour les PME.

« La prise en compte de la pénibilité est un vrai progrès social. Il est important de la rendre possible en facilitant sa mesure par les chefs d'entreprise. »

6 Encourager par des mesures incitatives (réduction d'impôt et déduction des pertes en capital) l'investissement en capital dans les entreprises.

« Elle est prioritaire car permet d'avoir une incidence directe vers l'emploi, tout en devenant un garde fou à la fuite de nos riches... » • Emmanuel BRZOZOWSKI - Verdilignes - Saint-Nazaire

7 Supprimer la fiscalité sur les résultats des entreprises réinvestis dans l'augmentation de capital.

« Cela permet de renforcer les entreprises et augmenter leur capacité d'investissement. » • Renaud JOSSE - CMF - Loireauxence

8 Doubler les seuils sociaux dans les entreprises pour les porter à 20 - 40 et 100 pour libérer l'emploi.

« J'ai repris une entreprise constituée en fait de 2 entreprises de moins de 10 salariés chacune, et avec des conventions collectives différentes. Il est vraiment beaucoup plus simple d'intégrer des salariés au fur et à mesure de manière naturelle, plutôt que de forcer maintenant le rassemblement de deux entités » • Arnaud BAILLY - Vu Par - Nantes

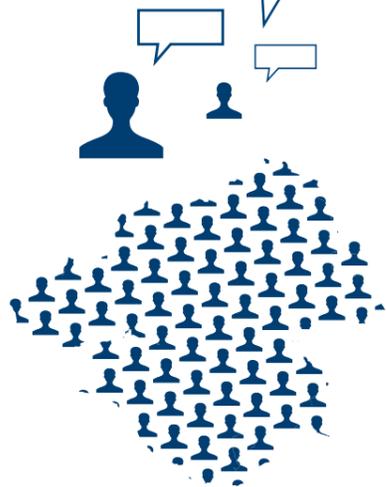
9 Mettre en place un stage obligatoire annuel d'une semaine dans les PME pour l'ensemble des parlementaires.

« Il est indispensable que les parlementaires s'immergent dans les entreprises pour mieux en comprendre la réalité et les besoins » • Sylvie BOCQUET • SBL Décoration - La Baule - Escoublac

10 Accompagner le développement des infrastructures (NDDL, franchissement de la Loire, LGV, GPM NSN ...) pour dynamiser l'attractivité du territoire.

« Toutes les civilisations, toutes les économies, toutes les entreprises se développent grâce aux infrastructures. » • David LE GLANNER - SYD Conseil - Saint-Herblain

Les propositions des entreprises de Loire-Atlantique



en partenariat avec :
cpme44 Loire-Atlantique medef 44

LA CCI À VOTRE ÉCOUTE



CCI DIRECT :
02 40 44 6000



info.clients@nantesstnazaire.cci.fr

actualités CCI :

www.NantesStNazaire.cci.fr



dailymotion.com
CCI_Nantes_St_Nazaire

linkedin.com

twitter.com
@CCINantes



Développement des entreprises

- Mettre en place un stage obligatoire annuel d'une semaine dans les PME pour l'ensemble des parlementaires.
- Encourager par des mesures incitatives (réduction d'impôt et déduction des pertes en capital) l'investissement en capital dans les entreprises.

- Doubler les seuils sociaux dans les entreprises pour les porter à 20 - 40 et 100 pour libérer l'emploi.
- Supprimer la fiscalité sur les résultats des entreprises réinvestis dans l'augmentation de capital.
- Déployer un dispositif de type check up des PME pour prévenir les éventuelles difficultés d'entreprises sur le modèle du diagnostic prévention déployé par la CCI.

- Rendre confidentiels vis-à-vis des tiers, hormi les autorités judiciaires, les comptes des entreprises déposés au greffe du Tribunal de Commerce, et ce, sur simple demande de l'entreprise.
- Apporter à chaque créateur ou repreneur un accompagnement personnalisé.

- Réviser la loi NOTRE pour simplifier les processus d'accompagnement des entreprises.
- Réduire les charges sociales pesant sur les salariés pour favoriser le pouvoir d'achat.
- Favoriser l'entrepreneuriat en alignant le régime chômage pour les travailleurs non-salariés, les salariés et les mandataires sociaux.

- Transformer le CICE en réduction permanente de charges en tenant compte des incidences sur l'impôt sur les sociétés.
- Créer une société d'intermédiation publique par région permettant aux PME d'accéder à minima à 20% des marchés des grands comptes.



International

- Faire en sorte que chaque entreprise qui dispose d'un produit ou service différenciant installé en France aille se développer à l'international via un accompagnement personnalisé.
- Intégrer dans l'assiette de détermination du crédit impôt recherche l'ensemble des frais de prospection à l'international pour la première année de prospection sur un nouveau pays/marché.

Les 3 propositions les moins plébiscitées par les dirigeants

- Exonérer de TVA les matières recyclées.
- Rendre confidentiels vis-à-vis des tiers, hormis les autorités judiciaires, les comptes des entreprises déposés au greffe du Tribunal de Commerce, et ce, sur simple demande de l'entreprise.
- Intégrer, dans l'assiette de détermination du crédit d'impôt recherche, l'ensemble des frais de prospection sur un nouveau pays/marché.



Environnement et Energie

- Flécher les taxes de recyclage vers les filières de la réparation.
- Mettre en place un crédit d'impôt Transition énergétique pour les entreprises qui font installer des systèmes de production d'énergie renouvelable, à l'instar de ce qui existe pour les particuliers.
- Exonérer de TVA les matières premières recyclées.



Enseignement Supérieur / Formation et Apprentissage

- Ouvrir 20% des places dans les filières d'enseignement supérieur aux élèves issus de l'apprentissage.
- Assurer que minimum 20% des places dans les établissements supérieurs d'enseignements soient dispensés sous forme d'apprentissage.
- Supprimer le contrat pro au profit du contrat d'apprentissage. Simplifier le dispositif : Un seul contrat, une seule règle et sans limite d'âge pour y accéder.
- Renforcer l'accès au dispositif Erasmus (mobilité d'études en Europe).
- Développer la formation des maîtres / enseignants sur le digital, ils sont les premiers relais.



Aménagement du Territoire/ Equipements gérés

- Confier aux chambres consulaires les études d'impacts pour éviter l'adoption de lois ou textes réglementaires inapplicables ou bridant le développement économique. Cela permettrait aux parlementaires d'être plus à l'écoute des entreprises.
- Accompagner le développement des infrastructures (NDDL, franchissement de la Loire, LGV, GPM NSN ...) pour dynamiser l'attractivité du territoire.



Industrie & Services / RSE / TRIA

- Simplifier la réforme de la pénibilité pour la rendre applicable pour les PME.
- Limiter, dans les conditions générales d'achats des entreprises, les retenues de garantie à un plafond de 5%.
- Maintenir le dispositif de suramortissement.
- Intégrer les critères RSE à hauteur de 15% dans l'ensemble des marchés publics.



Commerce Tourisme

- Limiter les abus du déplaçonnement des loyers des baux commerciaux : quelle que soit la variation de la valeur locative, elle ne peut donner lieu à une majoration du loyer (par exemple : supérieure à 50%).
- Donner la compétence sur les conflits liés aux baux commerciaux au Tribunal de Commerce.
- Étendre les dispositifs de Zones de Revitalisation Urbaine aux centres-villes en grande difficulté (fort taux de vacance commerciale, faible pérennité des commerces existants...)